



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Créteil, le 18 juin 2020



SCANDALE A L'APAJH94 !

L'Union Santé Départementale alerte sur la situation des salarié-e-s de l'association du Val-de-Marne, APAJH 94, concernant les conditions de travail et d'accueil des usagers qui sont scandaleuses. L'USD 94 dénonce le non-respect des engagements pris par le directeur général et le président début mars. Aujourd'hui des décisions arbitraires mettent à mal les professionnels de santé, les usagers et l'offre de soins menace l'activité auprès de personnes porteuses de handicap sans aucune consultation des instances représentatives du personnel et des familles.

Depuis des années les salarié-e-s de l'association APAJH 94 subissent un fonctionnement managérial autoritariste et déviant. Ce fonctionnement est validé par le président de l'association ainsi que les administrateurs. Depuis janvier 2016, 14 proches collaborateurs ont démissionné : 2 DRH successifs ont demandé une rupture conventionnelle, ainsi que 2 directrices des Maisons d'accueil spécialisé ont alerté l'association sur des dérives graves de gouvernance. Faute d'être entendues, elles ont sollicité ensemble une demande de rupture conventionnelle. Tous ces départs de cadres fragilisent les missions d'intérêts générales auprès d'un public fragile.

Une pression insoutenable exercée par le système de gouvernance de la direction générale, comme de gouvernement on ne change pas de cap mais on accélère dans le mépris du dialogue social, dans les restructurations des services.

Pour donner un exemple, de nombreux professionnels ne sont pas remplacés pendant de très longues périodes ce qui met les équipes en difficulté. De ce fait, les enfants et adultes en situation de handicap des établissements ne peuvent bénéficier d'un accompagnement de qualité contrairement au discours tenu par l'association auprès des autorités de tutelles (ARS, département) et des familles. **Les administrateurs de l'association semblent également incapables de réagir face à cette situation intenable.**

Gestion calamiteuse des établissements lors de la crise du COVID-19 et surtout pendant le confinement,

Paradoxalement on attend de tous les professionnels de santé et de l'action sociale de la bienveillance, de la bienveillance, beaucoup de disponibilité, d'abnégation auprès de populations d'usagers fragiles et vulnérables pour de faibles revenus. En pleine concertation sur le secteur de santé et de l'action sociale à travers le Ségur de la santé, il est inconcevable qu'une direction générale se permette de tel agissement sans concertation, des organisations syndicales, des pouvoirs publics, des usagers et de leur famille.

En conséquent l'USD 94 soutiendra et apportera son aide à toutes les actions décidées par les personnels y compris par la grève, l'occupation, l'interpellation des financeurs afin de défendre leur missions, les usagers.

Contact presse :
Barbara FILHOL
Secrétaire Générale
de l'USD 94
06 82 23 50 29

ou le directeur général s'est permis la dénonciation de 23 accords et usages de l'organisation du travail comme s'il s'agissait de punir ces mêmes salarié-e-s de leurs bons et loyaux services. La fermeture programmée de l'internat de l'IME de Villejuif au lendemain du Lundi de pentecôte en est une démonstration. Que vont faire les familles de leurs enfants à partir de lundi 22 juin.

Ce projet de restructuration met en péril le projet d'établissement de l'IME Dr Louis Le Guillant à Villejuif, cela est préjudiciable voire contre-indiqué pour le bien être de ce public et particulièrement les jeunes avec autisme. Le choix fait par la direction de ne plus accueillir des jeunes internes le week-end à partir de juin 2020 laisse de nombreuses familles et des jeunes sans solution familiale dans un vrai désarroi.

En conclusion, au moment où les politiques sociales actuelles sont à la revalorisation du secteur médico-social, ce fonctionnement despotique tente, une fois de plus, un passage en force au titre d'une soi-disant rentabilité abusant du statut de l'association pour gérer des établissements accueillants des personnes en situation de handicap comme des entreprises privées. Le plus répréhensible est que nous sommes à peine dans une éclaircie par rapport à la crise COVID actuelle que cette association en profite pour dénoncer les maigres acquis et accords, entraînant une dévalorisation des conditions de travail et des revenus de ses salariés.